



Monopoly de l'Énergie

Avec l'OPA de la Chine sur l'électricien portugais EDP, il est urgent d'arrêter la folie concurrentielle dans l'hydroélectricité au nom de la souveraineté énergétique

Après le rachat par TOTAL de Direct Énergie, le monde européen de l'énergie est de nouveau en pleine ébullition. C'est par une offre publique d'achat (OPA) à **9 milliards** d'euros que le **groupe public chinois** CHINA THREE GORGES (CTG) veut prendre le contrôle de l'électricien portugais ENERGIAS DE PORTUGAL (EDP), dont il détient déjà 23,3 % du capital.

Pour mémoire, CHINA THREE GORGES (CTG) a construit le plus grand barrage hydroélectrique du monde, le barrage des trois gorges avec 22.500 MW de puissance installée.

EDP est une compagnie électrique intégrée, qui produit, distribue et fournit de l'électricité. Elle est la plus importante entreprise du Portugal par les actifs et elle est présente en Espagne, au Brésil et aux États-Unis. C'est donc l'équivalent de l'EDF français. Elle gère l'essentiel des concessions hydroélectriques du pays. Surtout, EDP avait pu bénéficier d'une prolongation de ces concessions hydroélectriques sans passer par la case « concurrence », avec l'accord de la Commission Européenne.

Le Gouvernement portugais n'a aucune objection à cette OPA !

" **Le Gouvernement n'a rien contre**, aucune réserve", a ainsi déclaré le Premier Ministre portugais, en ajoutant cependant que le Gouvernement n'avait pas à être consulté. "Les Chinois ont été de bons investisseurs. L'important, c'est que les actionnaires puissent réfléchir au projet. **Laissons le marché fonctionner**".

Pourtant, la Commission Européenne a affiché sa volonté de contrôler les investissements étrangers dans les secteurs stratégiques pour l'Union. Un vœu pieux si la Chine fait main basse sur EDP !

Avec cette tentative d'OPA, la CFE Énergies s'interroge sur la capacité et la volonté de la Commission Européenne comme des états membres de l'Union Européenne à réellement défendre leurs intérêts stratégiques en contrôlant les investissements non européens dans des infrastructures au cœur de la souveraineté énergétique de l'Europe.

Ne soyons pas naïfs et encore moins complices : les Chinois mènent clairement une stratégie offensive en matière d'infrastructures et d'énergie. Ils maîtrisent déjà les différents moyens de production d'électricité, le stockage d'électricité et commencent à exporter des centrales nucléaires en espérant avoir la certification d'une autorité de sûreté occidentale grâce au cofinancement apporté dans le projet Hinkley Point d'EDF en Grande-Bretagne.

Si EDP devenu l'obligé de l'État chinois a pu bénéficier d'une exemption à l'ouverture à la concurrence de ses concessions hydrauliques, pourquoi des entreprises françaises comme EDF, la CNR ou la SHEM ne pourraient-elles pas, elles aussi, en bénéficier ?

**L'ALLIANCE CFE UNSA ÉNERGIES,
100 % LIBRES... 100 % VOUS !**

CFE-CGC ÉNERGIES
59 rue du Rocher
75008 PARIS
www.cfe-energies.com
contact@cfe-energies.com